

CONGRÈS «FORCE-OUVRIÈRE», CONGRÈS DE LA PEUR!

VOIR
PAGE 4

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 243

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1950

LE NUMÉRO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

CONTRE

LE RÉARMEMENT,
LES 18 MOIS,
LES "44 HEURES"

« 3^{me} Front »
Révolutionnaire

L'éternelle question

Le décalage existant entre les prix et les salaires s'est brusquement accru depuis la hausse soudaine du cours de presque toutes les matières premières. Dans la presse on déplore ce fait, on insiste pour qu'un remède soit trouvé à une situation dont les répercussions sociales et politiques peuvent être dangereuses, on fait appel à un équilibre des prix et des salaires, et c'est tout. Mais, dans la période d'euphorie économique, cet équilibre a toujours été des plus précaires. En fait, toute l'histoire du mouvement ouvrier le prouve, jamais les travailleurs n'ont été satisfaits du rapport prix-salaire, car, accepter le salaire, c'est accepter implicitement le système de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est remettre son droit à la vie perpétuellement en question, c'est vivre dans le provisoire. Ce qui est suffisant aujourd'hui sera, en effet, insuffisant demain, ne serait-ce qu'en regard des progrès scientifiques, de l'augmentation de la production et de l'indispensable rehaussement du niveau de vie général qui en résulte.

Du fait de la politique qui, de Thorez de Gaulle à M. Pleven, a toujours eu pour objet de favoriser le patronat au détriment des travailleurs, les salaires sont aujourd'hui de 50 % inférieurs à ce qu'ils étaient en 39 pour une production qui a atteint le niveau des années 28-29. Cette situation dénoncée même par les réactionnaires, se traduit en commentaires et témoignages éloquentement du retard que la classe ouvrière a laissé s'accumuler. Retard considérable qui ne peut être comblé que par une action vigoureuse, violente, générale. Ou par un lent et patient travail en profondeur et en surface, un travail de groupe de toutes les forces syndicales, de toutes les forces sociales, nous voulons dire de toutes les collectivités, de tous les individus, les isolés qui par nécessité, goût ou tendance vivent hors de l'activité proprement syndicale.

Pleven, lui, a sauté sur l'occasion. La création de la garde territoriale, les dix-huit mois, le budget militaire démesuré enflé préjudiciable à une orientation nettement et nécessairement autoritaire de la politique gouvernementale. Nous avons le devoir d'être sur nos gardes, d'être plus vigilants que jamais. La moindre grève risque demain d'être étiquetée « communiste » et combattue comme telle. Or, rester sur la défensive est toujours une mauvaise tactique : elle permet à l'Etat et au capitalisme de choisir le lieu et le moment du combat, elle développe parmi les travailleurs le sentiment de l'infériorité. Il faut passer à l'attaque, il faut prendre l'initiative.

Mais de quoi s'agit-il ? Dans notre dernier numéro nous avons parlé de la revendication perpétuelle, de la revendication insatiable du prolétariat (1). Certes il ne faudrait pas tomber dans l'erreur (noule) des stalinien de considérer l'agitation comme une fin en soi. Il faut faire la part des choses et ne jamais oublier que le meilleur soutien révolutionnaire est le résultat alimentaire et immédiat de cette agitation dont l'ampleur maximum devra un jour se confondre et s'éteindre au sein de la révolution sociale. D'autre part, la revendication perpétuelle étant un excellent moyen de créer une atmosphère pré-révolutionnaire est par conséquent la meilleure forme de lutte contre la guerre. La tâche du militant anarchiste est donc au sein des masses ouvrières. Les arguments ne lui manquent pas. Qu'il dénonce sans relâche les Franchon et Cie. Qu'il dénonce le Lafond qui dans « Combat » a défendu l'Europe des Churchill, des Schuman et ose dire : « Leur (les ouvriers) ayant donné quelque chose à défendre, elle (l'Europe) devra leur fournir les moyens de la défendre ».

Où, que le militant anarchiste dise bien haut que si M. Lafond a un faible pour la mendicité, les travailleurs manuels et intellectuels, créateurs de toutes les richesses ne le suivront pas, pour autant dans l'ornière de son odieux réformisme. Qu'il refuse à défendre l'Europe du fédéralisme ininterrompu mais qu'il soit prêt un jour ou l'autre à transformer de fond en comble une société qui jusqu'à présent n'a apporté aux hommes que misère et servitude.



(1) Billet du Militant : « 3^{me} Front ».

« Lib » du 20-9-50.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

LE RÉARMEMENT OCCIDENTAL C'EST :

les soixante heures par semaine, la montée des prix, la baisse des salaires, l'accroissement des impôts, la misère des travailleurs et des vieux, les profits de l'industrie, la répression policière et la dictature de l'Etat.

Dans un précédent article, nous avons sommairement indiqué les conséquences fatales de l'antagonisme des deux impérialismes, américain et russe, sur le niveau de vie des masses européennes. Mais on ne reviendra jamais assez sur un tel sujet, car le gouvernement de notre « République » et les intérêts capitalistes se préparent, selon la méthode bien connue, à plumer d'abord la volaille avant de l'envoyer au feu. Il n'y manque même pas l'habituel renard qui rôde autour du poulailler, et Staline compte bien sur ce renforcement de l'exploitation capitaliste pour y substituer, avec l'aide des travailleurs dupes de tous les côtés, son exploitation bureaucratique.

Une chose d'abord est hors de doute : que l'orientation de l'industrie française vers la fabrication de guerre, que la priorité donnée à la fabrication de mort sur la fabrication de vie, aux armes sur le pain quotidien, entraîneront une inflation considérable. La réactionnaire « Revue des Deux-Mondes » et l'ensemble de la presse jusqu'à la gauche s'accordent à le reconnaître, et il semble même que l'on se demande plus volontiers : « L'inflation pourra-t-elle être soutenue sans péril grave de régime ? », plutôt que : « C'est-à-dire une inflation ? ». On a rarement vu une telle unanimité à reconnaître que l'on marche tout ensemble en direction de la catastrophe.

Certes, cette « catastrophe » ne sera peut-être pas visible tout de suite. Elle commencera tout doucement, par un étrangement progressif des conditions de vie de la classe laborieuse. Il se peut même qu'on en dorme d'abord le malade pour mieux l'opérer. Sous l'effet de l'activité industrielle croissante, le chômage larvé qui sevit actuellement tendra probablement à disparaître. Les prévisions pour l'Europe Occidentale (puisqu'on calcule maintenant par continents) indiquent une prochaine pénurie générale de main-d'œuvre, sauf pour l'Allemagne et l'Italie. Telle est la logique du système capitaliste à son déclin que les prolétaires ne trouvent un travail assuré qu'en fabriquant les engins de leur mort ! Ils ne peuvent entretenir leur existence d'aujourd'hui qu'en préparant les futurs massacres collectifs. Et la bourgeoisie et les bien-pensants gouvernementaux s'écrieront : « Nous avons vaincu le chômage ! »

Mais ils auront surtout vaincu, une fois de plus, le prolétariat. Alfred Frisch, économiste bien intentionné de « Témoignage Chrétien », laisse percer le bout de l'oreille lorsqu'il écrit : « En France, on envisage de prolonger jusqu'à 48 heures la durée légale ou effective de la semaine de travail. Dans beaucoup d'entreprises, les ouvriers, désireux d'augmenter leur revenu, auront bientôt la possibilité de travailler jusqu'à 60 heures par semaine. » En fait, ce que nous soulignerons, c'est que ce ne sont pas les ouvriers désireux d'augmenter leur revenu, mais les ouvriers

désireux de tenter de le maintenir à son niveau actuel qui travailleront 60 heures par semaine. Ces travailleurs, épuisés à la tâche, auront certes un portefeuille mieux garni le jour de la paye, mais l'argent aura baissé de valeur, mais les prix auront monté. Car c'est cela, l'inflation ! Si on sort des canons au lieu de tracteurs, le prix des aliments s'élève ; si on sort des uniformes au lieu de costumes, le prix des habits monte en flèche. En même temps, l'Etat fait fonctionner la planche à billets plus que jamais, parce que l'Etat est devenu le grand client de l'économie nationale, le grand employeur des travailleurs. Et la monnaie baisse, baisse...

Même (et c'est contestable) si les ouvriers voyaient leur niveau de vie s'élever, quelques semaines au prix d'un travail accru, ce ne serait qu'une injection temporaire de morphine avant la grande opération dont les travailleurs doivent payer les frais. Surtout, le cycle inflationniste amorcé, ils se retrouveront péniblement à un niveau de vie égal ou inférieur à celui qui est le leur actuellement (et Dieu sait s'il n'est pas brillant !), avec cette seule différence, qu'ils travailleront vingt heures de plus par semaine. Oubliez, adieu au camping ; adieu aussi aux sorties familiales, aux sports ; vous aurez juste assez de votre dimanche pour essayer d'éliminer votre fatigue. Adieu aux loisirs ; on nous prépare une vie d'esclaves.

Il faut dissiper toute illusion : non seulement on n'a encore jamais vu une inflation où les salaires suivent les prix dans leur course vertigineuse, mais encore le gouvernement est d'ores et déjà décidé à empêcher les salaires de monter. Lorsque Pleven déclare, la bouche en cœur, que le gouvernement saura s'opposer à l'inflation (sic), que croyez-vous que cela signifie ? Qu'on va protéger les revenus ouvriers ? Vous n'y êtes pas. Pleven veut dire simplement par là qu'il s'engage vis-à-vis de la bourgeoisie à faire le moins possible usage de la planche à billets, pour ne pas détraquer le système, c'est-à-dire qu'il s'engage à empêcher les salaires de s'élever un peu lorsque les prix montent beaucoup. C'est là ce que les gou-

vernements entendent par « lutte contre l'inflation » ; ils peuvent raconter tout ce qu'ils veulent au sujet d'un prétendu « blocage des prix » ; chacun sait qu'ils n'ont aucun pouvoir réel pour empêcher les prix de monter, mais qu'ils en ont un pour bloquer les salaires : les mobiles, les C.R.S., les prisons, les tribunaux.

Et c'est pourquoi il faut bien s'attendre à ce que l'Etat français devienne dès maintenant plus anti-ouvrier qu'il ne l'a jamais été depuis la « Libération ». A chaque grève, à chaque débrayage, à chaque manifestation payante, le gouvernement répliquera par la terreur, l'armée, les charges dans la foule, au nom du sacro-saint impératif de la prétendue « lutte contre l'inflation », qui n'est en réalité qu'une lutte pour limiter les souffrances de l'inflation aux seules classes ouvrières. Ainsi les travailleurs deviendront-ils les bœufs émissaires d'une politique criminelle, en même temps que les victimes de cette politique.

Les capitalistes s'y retrouveront donc toujours dans leurs comptes ; les travailleurs, jamais. De plus, les entreprises industrielles, les matières premières, les stocks, les outillages, tout ceci ne se déprécie pas, bien au con-

traire, et maintient donc bien haut la part capitaliste dans la richesse nationale tandis que la part ouvrière, sans cesse, f... le camp dans le tourbillon inflationniste. Et que penser de la part de tous ceux qui vivent sur de misérables revenus fixes, comme les vieux travailleurs ?

Les Chrétiens réservent aux âmes coupables un sort meilleur que le régime actuel aux travailleurs. Pour les premiers, les souffrances du Purgatoire se terminent dans les joies du Paradis. Tandis que le Capitalisme prépare aux travailleurs un purgatoire inflationniste avant de les plonger dans un enfer de guerre et de totalitarisme.

Même si la guerre n'éclate pas avant que l'inflation n'ait fait son œuvre néfaste d'appauvrissement du travail au profit des débouchés de l'armement capitaliste, nous devons nous tenir prêts à faire face à une poussée des fascismes. Car l'inflation a pour conséquence l'exacerbation des conflits politiques, la concentration des opinions autour des pôles totalitaires de la société si le prolétariat n'intervient pas comme une force autonome et libératrice. On l'a vu en Allemagne avant 1933 comme on l'avait vu en Italie

dix années auparavant. La ruine des masses tend à leur faire rejeter les opinions moyennes de la démocratie hypocrite pour les lancer dans les bras, ou de la bureaucratie stalinienne, ou d'une mystique du chef et d'un fascisme national. Le double danger est réel : Staline ou de Gaulle (sinon l'un de ses imitateurs). Et ce n'est pas en soutenant une démocratie pourrie, exploiteuse et mensongère, que l'on conjurera les menaces fascistes de droite ou de gauche, mais bien en opérant dès maintenant le rassemblement travailleur et révolutionnaire contre cette démocratie croulante et les charognards fascistes de tous poils.

La politique gouvernementale pave le chemin au fascisme et au stalinisme. Il nous importerait peu que le gouvernement creuse sa propre tombe s'il ne creusait pas la nôtre en même temps. Avant que les démagogues dictatoriaux ne tentent d'entrainer à leur profit les masses souffrantes, ruinées par l'inflation, il importe que les travailleurs brisent dans l'œuf le complot des exploiters en dressant, contre Moscou et Thorez, comme contre Washington, Pleven et de Gaulle, le Troisième Front prolétarien.

René MICHEL.

EN AFRIQUE DU NORD

Liberté de la Presse (et de répression)

LES multiples atteintes à la liberté d'expression qui permettent à une seule partie de la presse (celle des vassaux du colonialisme) de s'exprimer en toute tranquillité, ont conduit les représentants des journaux indociles à constituer une sorte d'union sacrée, qui durera ce que durent les coalitions politiques, le temps que le sectarisme reprenne ses droits.

Néanmoins ce comité de lutte pour la liberté d'expression a le mérite de regrouper des faits épars dont voici un bref condensé au tableau du déshonneur de l'impérialisme.

Hebdomadaire l'« Algérie Libre », 17 août 1949, veille de la parution du N° 1 : 20.000 exemplaires saisis (la totalité), d'où exil en France de cet organe algérien. Depuis chaque numéro est l'objet d'un ordre permanent de saisie. Récemment à Paris, les diffuseurs du N° 1 ont été l'objet de sévices graves de la part des policiers.

« Liberté » : ce journal totalitaire : Six procès, 535.000 francs d'amendes. Sept procès intentés aux rédacteurs

Une perquisition. Interdiction en territoire marocain.

« Alger-Républicain » : 2.500.000 fr. d'amendes. Six mois de prison avec sursis aux rédacteurs. D'autres poursuites en cours.

« République Algérienne » : Nombreuses saisies et perquisitions, 1 million 400.000 francs d'amendes. Deux informations ouvertes contre le journal et les rédacteurs. Interdiction au Maroc.

A cela s'ajoutent les multiples pressions exercées sur les lecteurs et les diffuseurs.

Certes toutes ces feuilles évoluent du Parlementarisme bourgeois au totalitarisme stalinien. En l'occurrence, cela importe peu. L'Algérie sort d'un séculaire engourdissement, et seul un climat de liberté et de chocs d'idées peut promouvoir une évolution sociale dans la masse prolétarienne. Le M.L.N.A. ne peut que condamner l'oppression impérialiste. Quant aux opposants actuels du colonialisme, il est peu probable qu'ils maintiennent une fois au pouvoir, la cohésion entre ceux qui tendent la main à Washington et ceux qui sont déjà dans la main du P.C. bolchevique. Mais ceci est une autre histoire...

NOUVELLES BREVES

Combattants de la Paix (Armée). — En Algérie, 300.000 signatures ont été recueillies au bas de l'Appel de Stockholm. La population algérienne atteint le chiffre de 8.000.000 d'habitants, soit en comptant 4.000.000 de « citoyens actifs » : 1 signature sur 13. Moralité : L'Algérie compte 10 % de démocrates — pacifistes — progressistes — conscients, et 90 % de « vipères lubriques et autres rats visqueux ».

Biskra. — Les citoyens de la cité saharienne sont invités à urner. Les

(Suite page 2, col. 5.)

LA LUTTE POUR LA VIE

Limitée à la seule satisfaction des besoins matériels, la lutte pour la vie se dédouble de toute noblesse. Un simple ouvrier qui lutte pour une idée — et quelle que soit cette idée — s'élève à la hauteur de ceux qui n'ont jamais abdiqué. A toi, ami lecteur, de ne pas abdiquer, à toi d'apporter ton effort pour que s'élargisse sans cesse la grande clarté libertaire. A toi de lutter pour la vie de ton journal, à toi de t'imposer un devoir qui donnera une signification à ton existence. Et n'oublie jamais que sans toi le « Libertaire » ne peut vivre. LE « LIBERTAIRE » A BESOIN DE 2.000 ABONNES, de plus.

Dernière Heure

Nous apprenons avec regret la mort du militant syndicaliste Oreste Capocci, très connu dans nos milieux. Quoique membre du Parti socialiste, il a maintenu au sein de la Fédération des Employés dont il était secrétaire, cet esprit d'indépendance du syndicalisme, sans pour cela sombrer dans le corporatisme. La Rédaction du « Libertaire ».

VENDREDI
17 NOVEMBRE
à 20 h. 30
très précises

GRAND GALA ANNUEL DU « LIB »

au profit des œuvres de solidarité du Mouvement Libertaire

PALAIS de
la MUTUALITÉ
grande salle
24, rue St-Victor

Les plus grands noms... les plus grands talents de la scène... de l'écran... de la radio...

Henry MURRAY de l'Odéon présentera :

la chorale CHANTONS AU VENT

du Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse

Yves DENIAUD

la vedette de l'écran et de la scène

GABRIELLO

vedette de l'écran et de la radio

France GABRIEL

la jeune révélation de la radio

Soléa MONTROYA

du cabaret Puerta del Sol

Nathalie NATTIER

la grande vedette du Palais Royal

René PAUL

des Deux-Anes

La formidable

équipe des Trois

MAILLETZ

DATZU

Léo CAMPION

Léo FERRÉ-Léo NOEL

Catherine SAUVAGE

Cora VAUCAIRE

ROCCA

de la Tomato

Humberto CANTO

et ses rythmes cubains

Alain ROMANS

et les Frères

DE MARNY

les jumeaux de la chanson

et Guy MARLY

au piano

Andrée LYS

*

à la demande générale...

LES GARÇONS DE LA RUE

...reviendront

*

de l'ART

de l'émotion, de la satire, de l'humour, du rire...

Dès aujourd'hui prenez vos billets, 145, quai de Valmy (métro Château-London)
les guichets seront ouverts à partir de 19 heures 30, le 17 Novembre.

LES RÉFLEXES DU PASSANT



DUCON

Protégé par des tonnes de décrets, circulaires, instructions et excommunications majeures, j'ai pour mission de préparer les Ducos de demain, ceux qui feront la guerre avec les immortels principes de 89 en bandoulière.

Hélas !

Je l'avoue humblement.

Je ne fais pas mon boulot.

Et parfois tes gosses deviennent des hommes et des femmes avec nom et prénom, et j'en suis bien content.

Moi, tu comprends, je les aime tes gosses, et ça m'embête d'en faire des zéros bien dressés.

Alors je me fous un peu des règlements et des immortels principes de 89.

Leurs yeux à tes gosses sont si pleins de confiance naïve que je ne peux pas leur mentir.

Je ne suis pas un automate ni un adjutant de carrière.

Je ne suis qu'un Ducos parmi des milliers et je risque fort de me retrouver un jour sur la route.

Ducos comme devant.

Du moins, camarade, je n'aurai pas menti à tes gosses.

Tant pis pour les immortels principes de 89.

CLAUDE ARMAND.

« Valsez saucisses »

On trouve de tout — le meilleur et le pire — dans les 350 pages de « Valsez saucisses », où Paraz nous expose sa vie au sein de la Vence, ses petits ennuis avec ses camarades tubas, ses goûts et surtout son dégoût de la presse, de la radio, des philosophes, des politiciens, etc.

Une centaine de pages sont consacrées à une adroite défense de Céline. Pour finir, Paraz publie de nombreuses lettres de son ami et ce n'est pas la plus mauvaise partie de l'ouvrage.

Il faut lire ce livre, ne serait-ce que pour les jugements très sûrs de Paraz sur la radio ou sur Bourvil et aussi pour voir combien un écrivain qui se veut non conformiste peut l'être beaucoup plus qu'il ne le laisse entendre et comment il peut illustrer, lui-même, l'une de ses propres pensées, à savoir que parfois « une cervelle ne sert à rien qu'à déconner ».

En effet, dépouillé de son style « célineux », dépouillé de ses vagues — d'aucuns disent ses outrances — que reste-t-il de « Valsez saucisses » ? Pas grand-chose. Ce pas grand-chose vaut quand même l'achat du bouquin :

Paraz, c'est quand même autre chose que les viandes froides de l'Académie. Malgré cela, on serait parfois tenté de lui appliquer une autre de ses pensées : « Un salaud n'est jamais complètement salaud ». Ainsi après avoir dit leurs huit vérités aux Juifs (dont, car il en « rajoute »), Paraz se défend d'être antisémite, au travers de Céline : Une association juive n'a-t-elle pas pris la défense de ce dernier, et ne compte-t-elle pas de nombreux admirateurs juifs ? Bien sûr, mais n'y a-t-il pas des nationalistes d'A.C. gueules cassées, patriotes et chauvins ? N'avons-nous pas souvent entendu des manifestants crier : « la police avec nous » ? Cela ne prouve pas qu'il soit bien de pulvériser des villes, ni que la ficelle fasse œuvre-pie en assomant des ouvriers.

Il y a pléthore d'imbéciles qui paient ou prient pour se faire amocher et qui en redemandent.

Paraz, qui parle si souvent des bords en connaissances se devrait de ne pas ignorer que le fait qu'il existe des masochistes ne prouve pas que les coups fassent tout le monde.

De toutes façons, on ne choisit pas le moment où les gens se noient pour ré-

gler ses comptes avec eux et leur carresser la tête à grand coup de talons. C'est ce que n'ont pas voulu comprendre ni Céline, ni Paraz, et qu'ils soient ou ne soient pas antisémites n'enlève rien à la chose.

Pour les goyes, Paraz se montre plus chevaleresque. Don Quichotte ! Pour la victime, contre le bourreau, pour Pioch, Brasillach et Henriot contre les « résistants ». Les premiers étant de blanches victimes, les seconds des fripouilles sadiques.

Que ce cœur sensible veuille nous faire passer un peu sur les victimes, l'épuration, passe encore. On plaint bien l'escarpe qui vient de se faire planter une lame en plein bide par un rival plus adroit. On le plaint, mais il ne viendrait à l'esprit de personne d'en faire un saint martyr.

Des victimes, il y en eut dans les deux camps. Des salauds aussi. Ne pas confondre règlement de comptes et attaque du petit chaperon rouge par une meute de grands méchants loups.

Il y a mieux : Paraz a reçu des lettres lui demandant de « dénoncer les atrocités commises par l'armée française en Indochine ». Ses innocents correspondants pensaient qu'un auteur qui se donne pour anticolonialiste et anarchiste (il se ferait un devoir de dénoncer les Oradours indochinois, les Oradours indochinois ?) « Mais ça fait un moment que je les dénonce. Tout cela tient dans le mot Résistance, l'horreur chez soi ».

C'est pourtant clair : si notre Aristarque écrit : « les résistants font les pires saloperies », il faut lire : « nos braves militaires violent, tuent, brûlent et pillent en Indochine ».

Le tout c'est de comprendre. On comprend même très bien : Don Quichotte, mais pas fou. Veut bien faire des vagues, mais pas se mouiller. Ou M. Paraz prend ses lecteurs pour des demeurés ou il leur accorde un crédit qu'ils ne méritent pas, la lecture de pensée ne courant pas les rues.

Par contre, aucune intervention de voyante extra-lucide n'est nécessaire pour comprendre les attitudes de Paraz contre les « illettrés ». Elles reviennent comme un leit-motiv tout au long de l'ouvrage : et de flétrir les sans-culture et de taper sur les primaires, et de pointer les super-primaires. (Pensez, lui, Paraz, il déchiffre les empreintes de cylindres de la première dynastie babylonienne.) Ah ! il ne se rate pas les ignares : qu'un éditeur ne mouille par les « l » de Villon et le voilà qui pique une crise de nerf. C'est qu'il écrit en bon français lui ! Du moins, nous supposons qu'il le peut, car son style lui permet de maltraiter la syntaxe en tout impunité.

L'étude de la langue a dû lui demander beaucoup de temps et de peines pour qu'il en soit si fier.

Quant aux ouvriers, voilà ce que ce grand cerveau en pense : « mineur, métier terrible, celui qu'on réserve à ceux qui ne peuvent faire autre chose ». Ceux qui ne peuvent faire autre chose ! Il en connaît des mineurs, Paraz ?

Voilà pour les mauvais côtés de l'ouvrage. Mais il y a les bons — nombreux — qui trouveront un écho chez tous les révoltés.

Il y a cette rébellion permanente contre la société stupide : « les cons sont les plus nombreux, c'est forcé qu'ils aient raison ». Il y a ces vérités bien saignantes qu'il déverse judicieusement sur les épicéris littéraires, les politiciens, les « avals-tout » radiophoniques, les benêts de tous poils.

Il y a un Paraz bourré de talent, rageur, râleur, qui vitupère amis et ennemis.

Il y a aussi la défense de Céline : fidèle à un ami qui vaut bien un coup de chapeau à une époque où on ne compte plus les dégonflages retentissants d'amis d'épures.

Il y a cette révolte en fusion, cette colère qui se déverse sur tous les salauds, à grands coups de gueule.

Même si on ne retrouve pas dans « Valsez saucisse » le Paraz de « Biju » et du « Roi tout nu », pour tout cela, il faut lire ce livre attrayant, vigoureux comme un coup de trique, qui fait que l'on se croit un peu à la fête à Neuilly, au jeu de massacre, celui qui démolit le général, l'idiot du village et le gros financier.

R. CAVAN.

enfance - jeunesse

DÉFENSE DE L'ÉCOLE MODERNE

Suite de l'article de K. DUVAL

je veux dire que pour la combattre, il n'y aura pas de demi-mesures, et que porte ouverte ou fermée on essaiera de limiter les dégâts et de repousser à un terme très lointain la fatale échéance. Dans un cas comme dans l'autre, les forces d'oppression auront établi leur tactique.

Dans le premier cas, le danger sera immense pour notre idéal, et la parade particulièrement difficile, l'ennemi étant partout, en premier lieu dans la maison. D'abord. Hautement pronée et systématiquement sabotée, l'Éducation moderne se répandra, et rapidement, sous une forme caricaturale. Ce sera la grande confusion dont je parlais. Amèrement, il faudra s'agiter sans répit pour ôter le masque, dissiper l'erreur, et rendre à l'idée son véritable et beau visage... Et d'ailleurs, si les traites ne peuvent plus cohabiter avec les purs, rien ne les empêchera, de mal égaré fait, de travailler sous leur propre égide. Ce sera la division, principe du règne. Est-ce que la politique et la religion n'ont pas accompli le même travail perfide dans l'œuvre syndicale ? Est-ce que les militants de la C.F.T.C., de la C.G.T.K., de la C.G.T.F.O., de la C.N.T., de la F.N.S.A., ne se réclament pas tous du plus pur syndicalisme ? Alors ceux qui dans l'École moderne seront restés fidèles à l'esprit se retrouveront en proie aux mêmes difficultés d'expansion, car ils feront alors, eux aussi, comme les autres, figure de partisans.

Le deuxième cas est celui qu'il faut sincèrement souhaiter, mais nous ne savons pas s'il a plus de probabilité que le premier. Car cela dépend de la conjoncture politique. Nous pouvons penser que si l'État, par le truchement d'un gouvernement clérical, ose s'appuyer ouvertement sur l'Eglise, l'offensive à long terme du catholicisme de Rome déborderait également sa bannière pour une guerre à mort contre l'École moderne. Comme en Espagne contre celle de Ferrer. C'est l'est pas la bataille pour elle-même qu'il faut espérer, mais quand de toute façon il faut lutter, il est beaucoup plus facile de le faire quand les visages sont découverts.

Non les libertaires ne jouent pas aux prophètes de malheur. Simple-ment leur premier devoir est de sonner la cloche d'alarme. Tant mieux s'ils l'agitent pour rien. Nous ne demandons que ça ! — Ça va-t-il pas mieux que de laisser les choses aller ? Rappelons-nous — Saint-Paul-de-Vence, Si l'École moderne française, qu'on essaya de tuer au berceau, vit, grandit et prospère, la clique qui tenta d'abattre Freinet est toujours

debout, et comment ! Ce qu'elle n'a pu réussir au départ, elle voudra le rééditer en grand. Sur la plus vaste échelle, les ennemis de la liberté s'efforceront de rendre nos méthodes méconnaissables, soit pour les rendre inoffensives, soit pour les discréditer. Et d'une manière ou d'une autre, mysticisme, obscurantisme, haine fanatique, vindicte doctrinaire, arrivisme politique, égoïsme bourgeois et autres employeurs leurs efforts, jé-

suitiques ou cyniques, pour sauver l'ORDRE et l'AUTORITÉ menacés par la pédagogie.

Dans quelle mesure y parviendront-ils ? Je l'ignore. Mais ils trouveront à qui parler. Les puissants congrès de l'École moderne sont heureusement là, et même un peu là, pour nous donner du cœur au ventre. Et si le combat prend forme, les libertaires se feront un devoir et un honneur de lutter aux côtés de Freinet, avec tous ceux qui sont attachés à son œuvre de vie.

FIN

LES LIVRES

La rage de vivre

Un livre qui éclate dans la littérature actuelle comme la bombe de Ravachol dans la Chambre des députés.

Il s'agit d'une autobiographie d'un style particulier et dont le personnage est une figure curieuse et absolument sympathique. Les limites de ce genre d'ouvrage sont débordées et, après une histoire de jazz, c'est surtout une étude des mœurs des noirs américains, de l'Amérique. Un document sur Harlem, New-York, Chicago.

Ce livre doit attendre un vaste public de par sa qualité littéraire incontestable mais surtout par le message qu'il contient.

« La rage de vivre nous apporte un puissant et vital message de joie, de joie sans mélange... Je voudrais que des millions d'hommes lisent ce livre » écrit Henry Miller qui a préfacé l'ouvrage.

Mezzrow, l'auteur, musicien remarquable et qui ne voit de salut hors la musique de jazz dans son style très orthodoxe, cède cette passion malgré cela au sens social. Et c'est une explosion de révolte, d'émotion, de rire. Le

AFRIQUE DU NORD

(Suite de la 1^{re} page)

bureaux de vote de la circonscription extérieure ont été installés sous des tentes à 40 ou 70 kilomètres des centres ruraux. A qui, le record du monde du vote sans escalo ?

Dans la « bouillasse ». — Les ouvriers-boulangers en grève depuis le 3 octobre réclament une augmentation de 20 %.

Quelques chiffres : horaire journalier de travail : 10 heures, salaire journalier : 394-510 francs. Bénéfice patronal : 2.000 francs par balle de farine et par jour (minimum traité : 2 balles).

Bénéfices journalier minimum : 4.000 francs. A quoi s'ajoutent 400 fr. journaliers d'augmentation (décision gouvernementale). Les patrons refusent l'augmentation de salaire qui porterait le salaire ouvrier à 402 fr. par balle de farine.

La police et le Gouvernement général aident le patronat (notamment en autorisant l'ouverture des magasins tous les jours de la semaine).

Assurances sociales. — La loi prévoit le remboursement des frais médicaux à 80 % sur la base de 300 fr. la consultation, moi, mais, aucun médecin ne demande moins de 400 francs d'honoraires. Naegelen propose, les médecins disposent.

PLAN MARSHALL

Crédits Marshall. — Au 30 septembre 1950, le Crédit Marshall s'élève à 58.000.000 de dollars.

Répartition : 20.000.000 plan d'équipement ; 38.000.000 produits immédiatement consommables.

Traduction : 20.000.000 pour les trusts, les vassiers, l'Etat. 38.000.000 engloutis dans le gouffre des impondérables. Rien pour la suppression des gourbis, l'édification d'écoles, de sanas, d'hôpitaux Marshall ! Marche et crève, prolétaire, le colonialisme continue !

REVOLUTIONNAIRES EN PEAU D'ALTESSE

Extrait du télégramme adressé par l'Istiqal (parti nationaliste marocain), à sa Majesté le Sultan du Maroc :

« Nous assurons votre Majesté de notre attachement indéfectible à votre trône que vous n'avez jamais cessé de mettre au service d'un idéal démocratique et humain ».

Cri de guerre nationaliste : le Résident est mort, vive le Sultan ! G. MARTIN (M.L.N.A.).

Les charbons du « Libertaire »

Avant la hausse, profitez de nos prix actuels

BOULETS	COKE DE GAZ
500 kgs..... 3.830 »	Calib. 40/60 : 500 kgs..... 3.190 »
1000 kgs..... 7.540 »	4000 kgs..... 6.252 »
2000 kgs..... 14.874 »	2000 kgs..... 12.298 »
3000 kgs..... 22.002 »	
ANTHRACITE FRANÇAIS	CARBOLUX
Noix 30/50 : 500 kgs..... 4.740 »	Noix 30/50 : 500 kgs..... 5.030 »
1000 kgs..... 9.296 »	4000 kgs..... 9.933 »
2000 kgs..... 18.386 »	2000 kgs..... 19.620 »
ANTHRACITE RUHR OU BELGE	
Noix 30/50 : 500 kgs..... 5.250 »	
1000 kgs..... 10.500 »	
2000 kgs..... 21.000 »	
FLAMBANTS FRANÇAIS	
Noix 30/50 : 500 kgs..... 4.010 »	
1000 kgs..... 7.897 »	
2000 kgs..... 15.548 »	
FLAMBANTS D'IMPORTATION	
Noix 30/50 : 500 kgs..... 4.520 »	
1000 kgs..... 8.925 »	
2000 kgs..... 17.646 »	
BRIQUETTES DE LIGNITE	
500 kgs..... 3.590 »	
1000 kgs..... 7.054 »	
2000 kgs..... 13.860 »	

Toutes les commandes sont réglées à la livraison

Indiquez-nous le jour (matin ou après-midi) que vous désirez être livrés, nous tâcherons, dans la mesure du possible, de satisfaire à votre demande. Si vous désirez être prévenus, dites-nous-le. Merci à l'avance.

BOULETS SPECIAUX

La tonne 5.500
2 tonnes 10.800
3 tonnes 15.750
Livraison minimum : 1 tonne

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

Les secrétaires de Groupes et des Régions sont priés de nous donner le renouvellement des nouveaux bureaux.

Les trésoriers sont invités à payer les cartes et timbres en retard.

1^{re} REGION
LE HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois à partir de 9 h. 30, Café Panier, 14, rue de Tourville.

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION
COURRIER ADMINISTRATIF

Les camarades vendeurs sont priés de se munir de carnets de billes de la fête et de les proposer avec la vente du « Lib ».

3^e REGION
GROUPES PARIS V^e et VI^e
— 2 novembre : Réunion du groupe ouverte aux sympathisants. Sujet traité : Le 3^e Front.

— 23 novembre : Réunion du groupe ouverte aux sympathisants. Sujet traité : Situation internationale.

Ces deux réunions auront lieu : « Café des 3-Nages », 34, bd St-Germain, à 20 h. 45.

7 décembre : Réunion Publique. Appel est fait à tous les camarades qui n'ont pas assisté aux dernières réunions, pour collaborer à la réorganisation du Groupe. Pour tout ce qui concerne le Groupe écrire 145, quai de Valmy.

PARIS-13^e. — Le Groupe se réunit tous les quinze jours et organise des causeries-conférences. Pour renseignements et adhésions, écrire : Secrétariat Régional groupe Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris-13^e, qui transmettra.

Groupe Paris-XIV^e. — Réunion du groupe le mercredi 8 novembre (local habituel). Causerie par le camarade Prêtre.

GROUPE 15^e. — Réunion premier et troisième jeudi de chaque mois salle P.S., 31, rue du Général-Beuret, 21 heures.

PARIS-EST. — Le Groupe se réunit tous les lundis, 12, boulevard Beaumarchais, salle Pacra.

Levallois-Environ, Paris (17^e) (Groupe Durruti). — Au « Vieux Normand » (face métro Rome), samedi 4 novembre, de 21 h. précises à 22 heures : Cours d'espéranto, la langue universelle ; suivi, de 22 à 23 heures, d'une causerie éducative, sur la « Déclaration de principes de base de la F.A. » (Cours et causerie ouverts à tous, F.A. et sympathisants).

Montgeron. — Cercle révolutionnaire « Lutte de classe ». — Les sympathisants de nos doctrines sont avisés qu'un groupe a été formé à Montgeron, groupant Yverres, Brunoy, Croissy. Pour contact, s'adresser au LIB qui transmettra.

GROUPE MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion générale le mercredi 8 novembre à 20 h. 45, Café du Grand Cerf, 1^{er} étage, 171, rue de Paris, Montreuil. Métro Robespierre. Ordre du jour : Compte rendu financier. Propagande régionale et divers. Présence indispensable de tous les copains. Invitation à tous les sympathisants.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Permanence tous les mercredis, à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil (métro Robespierre). Espéranto, librairie, bibliothèque.

AVIS AUX GROUPE

Tous les communiqués doivent nous parvenir le lundi dernier délai.

4^e REGION

LORIENT. — Le Groupe de Lorient prépare pour la première semaine de novembre une conférence avec le concours du camarade A. Lapeyre.

Que ceux, Libertaires et sympathisants, qui peuvent apporter leur aide à cette préparation veuillent bien se présenter au Café Bozoc, quai des Indes, où, chaque jeudi, de 19 heures à 19 h. 45, un copain du groupe se tiendra à leur disposition pour leur fournir tous renseignements à ce sujet.

NANTES. — Le Groupe Francisco Ferrer reprend sa permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 heures, rue Jean-Jaurès, n° 33.

Adresse correspondance à Henriette Le Schedo.

5^e REGION
Macon. — Groupe Germinal. — Tous les camarades désireux de participer au Mouvement Anarchiste Français sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chanroux Marcel, Pierrefonds (S.-et-L.).

6^e REGION
GROUPE LYON CENTRE

Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations. Jeunesse Communiste Libertaire.

Les jeunes ayant pris conscience du rôle des jeunes dans la société actuelle et ayant de la sympathie pour le mouvement Libertaire, sont invités à contacter le groupe des jeunes communistes libertaires, tous les jeudis, 33 rue des Charreaux, Lyon Croix-Rousse.

9^e REGION
BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lafayette, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et tout la presse.

10^e REGION
TOULOUSE. — Le groupe se réunit les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg.

Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée à Saint-Sernin.

13^e REGION

Suite à un échange de correspondance, où les possibilités de faire revivre la région méditerranéenne ont été étudiées, la division de l'ex-douzième a été décidée, en raison des difficultés de liaison, dues principalement à la lenteur des trains de Marseille à la frontière et du manque de transport en montagne.

D'accord avec le C.N., qui l'autorise, le groupe de Nice prend l'initiative de convoquer un Congrès, en vue de former cette région, qui portera le titre de 13^e région.

Nous invitons tous les groupes constitués et les individualités des Hautes et Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Var, à se mettre en rapport immédiatement avec Férand, Café du Centre, 10, rue Giffredo, à Nice, en soumettant toutes suggestions. Nous désignons notre Congrès au point le plus tôt possible, afin de bénéficier de toute la saison pour notre activité. Ecrivez nombreux et au plus vite.

ENTRAIDE DE LA F. A.
Envoyer les fonds au C.G.P. 4730-94, André Moine, 10 rue Bichat, Paris (2^e).

LE LIEN
Le n° 2, 5^e série, est paru ; secrétaires, réclamez-le à votre bureau régional.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-9

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

LE MARCHÉ NOIR

Pour comprendre la valeur du pouvoir d'achat, il nous faut examiner les prix en fonction de ce qu'ils représentent en heures de travail payées à un ouvrier moyen (3.000 dinars par mois ou 15 dinars à l'heure).

Les vêtements ne sont délivrés qu'en contre-partie de points de textiles. Les points accordés ne permettent pas aux ouvriers et aux paysans yougoslaves de se vêtir correctement.

Il n'est pas rare de rencontrer dans les campagnes, dans les villes, dans les rues de Belgrade même, des gens vêtus de loques, allongés à même le sol, dans les gares ou aux abords des jardins publics. Cette misère est une des grandes impressions que ramène le visiteur de la « Yougoslavie socialiste ». Misère qui contraste terriblement avec les grands buildings de pierre de taille.

On a voulu justifier cette pauvreté, ces privations par l'insuffisance des ressources du pays. Or, nous avons constaté que la misère n'est pas partagée. Elle n'est le fait que des seuls travailleurs. Nous avons vu des « boîtes de nuit », des restaurants d'été, des hôtels luxueux où le prix d'un seul repas représente presque dix jours de salaire d'un R3. Est-ce là du socialisme ? Lorsqu'il y a pénurie — et c'est à démontrer — la logique veut que les ressources soient partagées également entre tous les individus.

La masse globale des richesses divisée par le nombre de producteurs, voilà quel doit être, selon nous, un véritable maximum vital.

POUVOIR D'ACHAT

Le tableau des prix des denrées de base paru dans notre dernier numéro, se passe de commentaires. Il se suffit à lui-même pour démontrer combien faible est le pouvoir d'achat des travailleurs. La spéculation sur la misère du peuple y est évidente. Celui-ci perçoit seulement le nécessaire pour maintenir une certaine cadence de production. L'excédent des produits de consommation est réservé aux privilégiés de toutes sortes : depuis l'oudarnik (le plus humble) jusqu'aux bureaucrates du Parti en passant par les cadres de l'armée et les spéculateurs. Comment, dans de telles conditions, ne pas s'étonner que la tuberculose fasse de mortels ravages ? (Environ 75 % des ouvriers sont tuberculeux, nous dit un docteur de Zagreb.)

LA LETTRE DU P.C.Y.

Le 16 octobre 1950 le Comité Central du Parti communiste yougoslave adressait aux organisations du Parti (lisez syndicats, front populaire, front antifasciste, jeunesse populaires, etc.) une lettre concernant le Décret du gouvernement de la République Fédérale.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Nous avons choisi pour vous...

Aux Editions PLON.

A. Ciliga : « Au pays du mensonge déconcertant » 300 fr. franco R. 355 francs. — « Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation » 360 fr. franco R. 430 fr. Ces deux volumes représentent une étude sérieuse par cet écrivain qui a vécu dix ans derrière le rideau de fer.

G. Virgil Gheorghiu : « La vingt-cinquième heure (roman concentrationnaire) avec une préface de Gabriel Marcel, La vingt-cinquième heure, celle qui vient après la dernière... » 420 fr. franco R. 490 fr.

Aux Editions Bernard GRASSET.

Victor Serge : « S'il est minuit dans le siècle » (son meilleur roman sur la dictature stalinienne), 180 fr. franco R. 235 fr.

Ignacio Silone : « Le pain et le vin » (roman traduit de l'italien par J.P. Samson), 420 fr. franco R. 490 fr. — « Fontamara » (roman, meilleur traducteur), 385 fr. franco R. 340 fr.

Henri Poulaillé : « Le pain quotidien », 240 fr. franco R. 265 fr. — « Les damnés de la terre », 240 fr. franco R. 295 fr. — « Pain de Soldat », 450 fr. franco R. 520 fr. (trois romans de Poulaillé, trois romans de la littérature prolétarienne).

Aux Editions du SEUIL

Victor Serge : « L'affaire Toulaev : La Nième suite des procès de Moscou » (des autes spontanés aux exécutions sommaires), 380 fr. franco R. 450 fr.

Thérèse Buber-Neumann : « Déportée en Sibérie » (le roman tragique de la campagne de l'ancien chef du parti communiste allemand), 295 fr. franco R. 350 fr.

Aux Editions BRESSANES

Paul Rassinier : « Le mensonge d'Ulysse » (regard sur la littérature concentrationnaire, Les légendes qui basculent), 315 fr. franco R. 370 fr.

Aux Editions Robert MARIN.

Marc Dvorjetski : « Ghetto à l'est » (la tragédie juive), 375 fr. franco R. 430 fr.

Aux Editions du CRAPOUILLOT.

Jean Galtier-Boissière avec la collaboration de Charles Alexandre : « Histoire de la guerre 1939-1945 » (une histoire documentation utile à tous), l'histoire telle qu'elle fut, non falsifiée, comme elle le sera plus tard par les « His-

toriens officiels », les 5 tomes 1.400 fr. franco R. 1.545 fr. (Le tome I : 320 francs ; le tome II : 320 fr. ; le tome III : 320 fr. ; le tome IV : 370 fr. ; le tome V : 370 fr.). — « Une enquête sur le monde des rêves » (le rêve à travers la vie), 300 fr. franco R. 355 fr. (tome VI). — « Bobards 39-45 » (le mensonge concerté de toute la presse de droite et de gauche pendant la guerre), 300 fr. franco R. (tome VII). — « Dictionnaire des contemporains » (le curriculum vitae des « grands » et des PETITS de ce monde). Les 2 tomes : 600 fr. franco R. 695 fr. Le tome VIII : 370 fr. ; le tome IX : 370 fr.

Alain Sergent et Claude Harmel : « Histoire de l'Anarchie » (tome I, de la Révolution philosophique du XVII^e siècle à la Commune de Paris).

« On se sent rempli d'admiration en lisant ce livre volumineux, pour cette poignée d'hommes qui passaient, en leur temps, pour des rêveurs et des utopistes, alors qu'ils étaient bel et bien les bâtisseurs du monde de demain. »

(Le Canard Enchaîné.)

Prix : 750 fr. franco R. 845 fr.

PEDAGOGIE

Aux Editions de la Coopérative de l'enseignement laïc :

Instituteurs, éducateurs, parents, élèves, étudiants, ces brochures vous intéressent particulièrement.

C. FREINET : Technique de l'imprimerie à l'école, 20 fr. (30). Page des parents, 20 fr. (30). La coopération à l'école Moderne, 20 fr. (30). Pour le Sauvetage des Enfants de France, 20 fr. (30). La technique Freinet, 25 fr. (40). Caravanes d'enfants, 20 fr. (30).

J. HUSSON : Théoriciens et pionniers de l'éducation nouvelle, 20 fr. (30). L'Education Decroly, 20 fr. (30). Bakulé, 20 fr. (30). Paul Robin, 20 fr. (30). Les Mouvements d'Education nouvelle, 20 fr. (30).

Elise FREINET : Principe d'alimentation rationnelle, 20 fr. (30).

Marie CASSY : Ecoles de villes : 20 fr. (30).

Jean MONBORGNE : Bilan d'une expérience, 20 fr. (35).

Pour ces brochures, les prix marqués entre parenthèses indiquent port compris. C.C.P. E. GUILLEMAU 5072-44 PARIS.

La transformation des institutions du commerce en Yougoslavie s'est effectuée en trois étapes.

1^o Après la « Libération » expropriation des grandes exploitations nationales et internationales. Les propriétaires dépossédés furent alors indemnisés en fonction de l'importance de leur entreprise. Le 10 juillet 1948 Belgrade versait aux Etats-Unis 17 millions de dollars en contrepartie de la nationalisation des biens industriels américains en Yougoslavie. Par ailleurs, le 18 janvier 1946, Milovan Djilas, ministre d'Etat déclara à l'Assemblée populaire : « L'Etat doit assurer une distribution égale de produits aux coopératives et aux institutions commerciales privées (3) ; deuxièmement, que leur soit garantie une assurance sur la vieillesse (4) ; troisièmement, qu'en ce qui concerne la nationalisation, soit posé le principe que les biens nationauxisés doivent être entièrement dédommagés d'après leur valeur ; et quatrième, que soit introduite une disposition d'après laquelle l'Etat devrait s'appuyer de la même façon sur le secteur de l'Etat et sur le secteur privé. En dernière analyse toutes ces réclamations aboutissent à celle de l'entière liberté du commerce et de l'initiative libre de l'entrepreneur privé » (5). Et Djilas concluait : « D'après notre Constitution, personne ne peut conclure que l'Etat freinera l'initiative privée ou le développement du commerce privé dans aucun cas et de n'importe quelle façon, s'ils restent dans le cadre général déterminé par la loi, et dans les limites du plan général élaboré par le gouvernement fédéral. » Et, en effet, l'article 18 de la Constitution Yougoslave indique que « la propriété privée et l'initiative dans l'économie sont garanties. L'héritage de la propriété privée est garanti. Le droit d'héritage est réglé par la loi » (6). C'est plus qu'une tolérance, c'est une légitimation ! De son côté, Edvard Kardelj, vice-président du Gouvernement Fédéral, mem-

La réalité Yougoslave

Une grande enquête du « Lib » par Joë LANEN

APRES avoir examiné comment sont rétribués les travailleurs yougoslaves, quel est leur pouvoir d'achat réel, nous avons défini leurs conditions de vie au travers du rationnement et du « marché libre » (1). Notre enquête pouvait sembler partielle en ce sens qu'elle s'opposait aux « témoignages enthousiastes » de certains journaux ou était en contradiction avec les écrits délirants d'intellectuels bien inspirés. Il fallait, pour nous donner « quitus », que les autorités yougoslaves, elles-mêmes, donnent des leçons d'objectivité aux journalistes trop pressés de séduire. A ce titre la lettre du Comité Central du P.C.Y. aux organisations du Parti — que nous commentons par ailleurs — constitue une preuve irrécusable de ce que nous avançons.

que et stéréotypée de différents rapports sociaux qui existent en Union Soviétique, où une bureaucratie matériellement privilégiée est devenue la caste dirigeante des tendances à attribuer des privilèges matériels injustifiés sont manifestées en Yougoslavie, tendances contraires au développement ultérieur de la démocratie socialiste dans le pays. Du point de vue social l'attribution de tels privilèges équivaut à établir une sorte de rente en nature aux dépens de la communauté. Dans la mesure où les différentes rentes en nature augmenteraient et se développeraient, cela, conjointement avec une gestion purement administrative de l'économie, ferait naître une base matérielle pour la bureaucratiation, c'est-à-dire pour le développement d'une caste bureaucratique privilégiée. Il est cocasse de constater combien apparaît ridicule le « oui c'est le socialisme » que titrait la Vérité (organe du Parti trotskyste).

Et bien ! Nous direz-vous, c'est parfait ! Les dirigeants yougoslaves se livrent à une saine auto-critique ! Nous prétendons que les articles relatant ces abus, parus dans la presse étrangère — notamment en France — n'y sont pas pour rien. Et très opportunément le décret tend à ôter à l'adversaire une des grandes bases de critique du régime yougoslave. Mais nous savons par expérience que les « décrets » sont loin de correspondre à leur application. Celui sur la gestion des entreprises par les collectifs ouvriers — que nous examinons ultérieurement en un exemple. Qui a songé à prendre au sérieux l'article de la Constitution française qui garantit le droit de grève ? On pourrait se demander pourquoi le P.C.Y. a attendu cinq années pour s'apercevoir qu'il existait une caste bureaucratique privilégiée ? Pourquoi Tito ne dénonçait-il pas, avant la rupture avec le Kominform, les tares de l'Union Soviétique qu'il ne pouvait ignorer ? Non ! Nous savons bien — nous avons constaté — que le socialisme titoïste ne repose que sur un régime bureaucratique et que le zèle et la servilité des bureaucrates ne peut être garanti qu'en contrepartie de privilèges matériels et moraux. Ce à quoi tous les décrets, aussi révolutionnaires qu'ils puissent paraître, ne peuvent rien changer. La solution réside dans la transformation du régime et des institutions qui l'embourgeoisent. Ce qui implique une « prise de conscience » de la part du peuple. Et cette conquête, en Yougoslavie comme en U.R.S.S., reste à faire. En dehors de cette conception de l'action révolutionnaire il n'y a que bla-bla-bla de militants fatigués.

2^o Nationalisation des entreprises industrielles et commerciales. — D'une part, l'appareil d'Etat étant plus fortement consolidé et contrôlant la production et d'autre part les objectifs fixés par le Plan Quinquennal impliquant la réorganisation de l'économie yougoslave, le gouvernement de Tito procède à la nationalisation des grandes entreprises industrielles et commerciales. Le ton était donné par Boris Kidritsch dans son rapport présenté au V^e congrès du P.C.Y. : « Des décrets bien plus graves sont à noter dans notre appareil commercial. Il est toujours un peu lourd, insuffisamment souple, il réagit trop lentement contre les cas de spéculation, contre l'activité pernicieuse des éléments hostiles au commerce socialiste... il londe toujours trop son travail sur une pratique routinière et insuffisamment sur l'analyse correcte des situations concrètes. C'est la raison pour laquelle les éléments spéculateurs arrivent encore souvent à se glisser à travers les mailles » (7). C'en était fini de la liberté du commerce garanti par la Constitution. Une compétition s'engageait entre le secteur « socialiste » et le secteur « libre ». Kidritsch dans le même rapport disait à ce sujet : « Les organisations du Parti et les cadres commerciaux socialistes doivent être conscients que, dans la phase actuelle, un grand combat a lieu sur le plan commercial entre le secteur socialiste de notre économie et la spéculation capitaliste déjà illégale » (7). Et insistant sur la formation de nouveaux cadres socialistes pour l'appareil commercial Kidritsch ajoutait : « D'une part le besoin que l'on a d'eux augmente en fonction de l'élargissement du réseau commercial, d'autre part, il est nécessaire de continuer à épurer systématiquement

l'appareil commercial d'Etat et coopératif, des spéculateurs qui sont restés et des autres éléments étrangers » (8). En définitive, pratiquement, les propriétaires d'entreprises ou de commerces perdaient leurs droits de propriété mais étaient conservés à la tête de leur exploitation au titre de fonctionnaires.

3^o La dernière étape qui est actuellement en cours d'évolution est la conséquence logique de l'étape précédente. La gestion des entreprises industrielles ou commerciales n'ayant pas été confiée respectivement aux producteurs et aux consommateurs, mais à leurs anciens propriétaires, ils s'ensuivaient que ceux-ci allaient mettre tout en œuvre pour reconquérir leur bien. En opposant leur force d'inertie, ou même le sabotage dans de nombreux cas, ces fonctionnaires aspiraient à démontrer la non-rentabilité de leur affaire en tant qu'affaire nationalisée. Et principalement dans les cafés-restaurants et les épiceries, le déficit était tel (conséquence de la mauvaise volonté et à l'appareil administratif coûteux, qu'il fallait payer, même si l'entreprise ne rapportait rien ou presque) que l'Etat rendit à leurs propriétaires les biens dont il les avait dépossédés deux ans auparavant. Notons que les publications officielles des ambassades yougoslaves sont très discrètes sur ces événements. Nous indiquons toutefois que de tels cas ne représentent pas la majorité du secteur commercial. Mais ces précédents menacent d'entraîner une opposition plus vaste des commerçants.

Cette évolution est inhérente au système même de la distribution en Yougoslavie. Nulle part nous n'avons vu de grandes coopératives. Hormis peut-être quelques magasins dans les villes importantes. Le commerce est aussi décentralisé qu'en France. La multitude des boutiques implique un effectif

de fonctionnaires extrêmement coûteux. Nous pouvons affirmer que la distribution n'est pas contrôlée par les consommateurs, même dans les zadru-gas (coopératives). Le fait que précisément la gestion de ces zadru-gas ne soit pas confiée aux consommateurs est un facteur qui a permis aux propriétaires de reconquérir leurs biens. Que l'exploitation de ceux-ci soit permise, indique combien le régime yougoslave est peu conforme au « socialisme ». Cette singulière conception est illustrée par les déclarations que nous fit un étudiant d'économie politique de Zagreb : « Qu'importe qu'il y ait des capitalistes privés si ceux-ci soutiennent le gouvernement... »

(A suivre.)

(1) Voir le Libéraire n°s 240-241-242. (2) Cité par Tanjug, n° 295 du 18 octobre 1950. Tanjug, qui abuse des informations incomplètes ne donne pas le texte du Décret.

(3) C'est nous qui soulignons. (4) Mesure d'exception car les travailleurs paient sur leurs salaires leur assurance sur la vieillesse.

(5) C'est nous qui soulignons. (6) Notons en passant que Karl Marx avait lutté au sein de la 1^{re} Internationale contre le droit d'héritage.

(7) L'édification de l'Economie Socialiste en Yougoslavie. Le Livre Yougoslave, 1948, page 82.

(8) Op. Cit., page 83.

ERRATA. — Dans notre premier article (« Libéraire » du 6-10-50) une erreur typographique nous faisait dire, dans le chapitre INSPIRATION STAKANOVISTE : « Mais depuis 1945 la production totale est relevée de 190 % et le pouvoir d'achat diminué d'au moins 75 % ». C'est d'au moins 25 % qu'il fallait lire.

Dans le tableau des prix que nous avons publié dans le « Libéraire » du 20-10-50, un faïcheux « mastic » rendait la lecture incompréhensible. Il convient d'apporter les rectifications suivantes :

Grais, le kilo, 30 à 40 dinars — 2 h. env. — 600 dinars — 5 jours.

Viande, le kilo, 60 dinars — 4 h. env. — 300 dinars — 2 jours 4 heures.

Lait, le litre, 5 dinars — 20 minutes — 40 dinars — 2 h. 1/2 env.

Pommes de terre, le kilo, 20 dinars — 1 h. 20 — 50 à 60 dinars — 4 h. env.

BILLET DU MILITANT

Conférence publique

Une conférence publique et contradictoire est en faveur chez de nombreux camarades, en ce qu'elle permet à la fois d'exprimer nos idées, de prendre contact directement avec les sympathisants et les lecteurs du journal, et de confronter nos positions avec celles de contradicteurs éventuels. Il semble, de plus, que ce soit un moyen efficace de procurer des militants à l'Organisation. Cependant, les avis diffèrent quant à la valeur et à la portée que l'on doit attacher à cette forme d'activité : On a trop souvent, en effet, considéré la réunion publique comme une fin en soi et comme le point de départ de toute activité collective, pour qu'il n'ait pas été possible de se rendre compte qu'en fait, la réunion publique avait fréquemment déçu les espoirs mis en elle. On a constaté, par exemple, qu'elle était susceptible, malgré l'acquisition d'une large audience, de ne pas renforcer le groupe qui l'avait organisé et, bien au contraire, de le vider de sa substance en limitant les activités des militants. Aussi s'agit-il de tirer des leçons de cet état de fait et de reviser certaines conceptions en la matière : examinons donc les conditions dans lesquelles la Réunion publique doit avoir lieu, la préparation qu'elle nécessite et les résultats que l'on peut légitimement penser en retirer.

I. LES CONDITIONS : La conférence ne doit avoir lieu que lorsqu'elle est nécessaire par les circonstances ; ce n'est que lorsque le terrain social a été sérieusement préparé par l'action des militants, sur le plan local, par exemple, au moyen de la vente du journal à la criée, du contrôle des kiosques, du collage de journaux ou d'affiches, de la distribution de tracts, de l'intervention directe dans des événements d'intérêt général, et par conséquent, de la rupture du mur d'hostilité ou d'indifférence qui entoure l'organisation, qu'une affirmation publique de nos positions sera fructueuse. A ce moment-là, cette affirmation aura une audience, car elle sera devenue un besoin urgent, pour tous ceux qui auront été touchés par notre activité, surtout si celle-ci se situe dans une période d'agitation sociale, causée par l'évolution des conditions de vie des individus. C'est dire que, pour être valable, la conférence publique ne doit constituer qu'une étape de nos efforts et ne saurait en aucun cas, en être le point de départ.

II. LA PREPARATION : Nous distinguerons deux aspects dans cette préparation :

a) Préparation matérielle. — Le choix de la salle est très important. Des réunions ont échoué parce que le local choisi avait pour lui-même une étiquette politique ou sociale, qu'il était situé dans un lieu trop public (café ou cinéma) ou, au contraire trop retiré. On a pu constater, en outre, que les auditeurs hésitaient à venir dans des lieux (trop chics ou trop misérables) dont l'aspect contredisait leurs habitudes.

Il faut également veiller à l'agencement de la salle de réunion, à son aération et à sa présentation, qu'il sera parfois utile de modifier par l'apposition d'affiches, de tracts, de journaux et de panneaux divers, sans oublier de disposer une librairie variée. Au cours de la séance, il sera indispensable de prendre contact directement avec les auditeurs, de s'enquérir de leurs désirs et de leurs inquiétudes.

Enfin, il sera opportun d'informer du lieu, de la date (choisie avec discernement) et de l'heure de la réunion, tous les individus, toutes les organisations (sociales, politiques, syndicales, etc.) susceptibles de porter un intérêt quelconque, positif ou négatif, à la tenue de la conférence publique et contradictoire.

b) Préparation idéologique. — En règle générale, la détermination de la position à prendre en public sera une œuvre collective. Il est indispensable que tous les militants puissent collaborer, par le moyen d'une confrontation préliminaire avec l'orateur, à ce qui sera l'exposé destiné à toucher ceux qui viendront à nous. Ce n'est qu'après cette condition que les positions défendues seront représentatives de l'organisation et du groupe. Au cas où cette confrontation est irréalisable, il faut au moins que les lignes générales de la conférence soient connues et discutées avant la séance publique.

III. LES RESULTATS : On constatera que lorsqu'un public est venu par le seul fait d'une présence sociale de notre part, il est rarement composé de dilettantes ou de « punaises de conférence » ; il s'agira en général de personnes qui sont déjà, plus ou moins consciemment d'accord avec nous et qui, si elles sentent au cours de la réunion publique que l'attitude générale des camarades, la chaleur de leur accueil, la vigueur et la clarté de leurs interventions, sont causées uniquement par le désir sincère de communiquer la Vérité, ne sauront pas résister à l'attrait d'un idéal, d'autant plus valable que la qualité de ses défenseurs représente déjà une confirmation tangible de ses possibilités.

CALENDRIER 1951

LE LIBERTAIRE

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noir, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franco 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libéraire », un calendrier du « Libéraire ».

Passez dès aujourd'hui votre commande, nous vous l'expédierons première semaine de décembre.

ABONNÉS du « Libéraire »

N'attendez pas la suppression de votre abonnement pour vous réabonner.

Un cercle bleu entourant le numéro qui est sur la bande de votre journal indique que votre abonnement a pris fin ou prendra fin avec ce numéro.

Ne dites pas : demain, j'irai à la poste; allez-y tout de suite. La demoiselle des P.T.T. vous accueillera agréablement et les finances du « Libéraire » seront meilleures.

ABONNEZ-VOUS

REABONNEZ-VOUS SANS TARDER

Congrès F.O. CONGRÈS DE LA PEUR

LA C.G.T.-F.O. ressemblera comme une sœur cadette à la C.G.T. d'obédience communiste. Le même esprit bureaucratique la dominera au profit d'une caste différente. Les mêmes méthodes de collaboration avec les pouvoirs publics l'inspireront. La même destinée l'attend. Organisme de collaboration de classes, elle est vouée à la servitude vis-à-vis de l'Etat (et cela malgré un article de ses statuts qui ne sera pas davantage efficace que celui qui devait, à l'intérieur de la C.G.T., remplir le même rôle). Et si la C.G.T.-F.O. conservera un caractère plus largement démocratique que sa concurrente directe, la structure de la Confédération rend cette liberté illusoire. Le seul lien réel qui relie les éléments disparates (l'antistalinisme) conduira forcément la nouvelle organisation à des mesures anti-ouvrières. La C.G.T.-F.O. nous paraît donc destinée à devenir une super-Fédération de fonctionnaires, coupée des travailleurs des usines et des chantiers. La minorité syndicaliste révolutionnaire sort écrasée de la confrontation. Ceux qui avaient encore — et de bonne foi — espéré refaire une C.G.T. renouée peuvent mesurer toute l'étendue de leur erreur. Ils ne seront plus que les garants de la virginité de la nouvelle centrale, ils joueront en son sein le rôle qu'ont joué Jouhaux et ses amis dans la C.G.T. et, pas plus que ceux-ci, ils ne réussiront à transformer le rapport des forces existantes dans la C.G.T.-F.O.

Ces lignes déabusées qu'inspirent à notre camarade Montluc le Congrès Constitutif de la C.G.T.-F.O. en 1948, ont trouvé leur confirmation dans les années qui suivirent ; deux années de renouveau, de syndicalisme de couloirs, dont les secondes assises nationales de F.O. avaient à examiner le bilan. Ce que fut ce 2^e Congrès ? Exactement ce que pouvaient prévoir les syndicalistes révolutionnaires. Une majorité dominée par la peur érigea un savant barrage pour contenir les assauts des militants dynamiques qui s'efforçaient de secouer la léthargie des états-majors.

Peur du stalinisme, peur de « l'avenir », paralysaient les bonzes qui s'enfuyaient de la rue Lafayette en novembre 1947.

Peur aussi devant cette minorité envahissante qui nous apporte quand même l'espoir d'une renaissance de ce syndicalisme qu'un Jouhaux pensait avoir définitivement éteint.

« Je préfère un syndicalisme qui se construit pierre à pierre à un syndicalisme de flamée qui ne conduirait à rien, mais menerait le pays à la ruine », déclarait Bothereau.

Et d'autres orateurs de la majorité insistent sur le civisme de la classe ouvrière, la nécessité de défendre les institutions républicaines, le danger des hauts salaires qui amèneraient l'inflation. Ainsi, tout ce qui peut mettre en danger le régime pourrissant que nous subissons effraye ces bons apôtres qui restent ce qui fut la raison d'être du syndicalisme.

En face de ces « syndicalistes » fossilisés, la minorité réagit avec vigueur. Ses représentants dénoncèrent la duplicité des nationalisations, qu'on voulait présenter comme un début de gestion ouvrière, attaquant la collaboration avec l'Etat.

Le problème de la succession d'un capitalisme décadent fut nettement posé. Conscients de la nécessité de redonner aux travailleurs leur confiance dans le syndicalisme, les minoritaires s'efforcèrent de modifier la structure de la Confédération et firent du regroupement syndical le problème majeur du Congrès. Mais leurs propositions constructives se sont heurtées à une volonté déterminée, chez les bonzes syndicaux de défendre leurs privilèges ; et la bureaucratie fut largement aidée par cette psychologie de frousse qui crée à F.O. un complexe d'infériorité. On a peur de l'unité d'action, du regroupement syndicaliste qui amèneraient un noyautage, et l'on sort une vague proclamation qui n'engage pas l'avenir. On a peur de voir se cristalliser une minorité et l'on rejette la représentation proportionnelle.

La lutte était inégale. Déployant toutes les ressources d'une habileté consommée, la majorité fit défilé à la tribune des orateurs dont les interventions ternes et souvent hors du sujet fatiguent les congressistes, réservant les témoins pour porter un coup décisif.

Le résultat ne pouvait nous surprendre. Après le Congrès de 1950, la C.G.T.-F.O. conservera le même visage qu'en 1948. Mais le fossé s'accroîtra entre la base et les dirigeants.

Les révolutionnaires, les anarchistes, tous ceux qui ne désespèrent pas de l'avenir du monde du travail, ont une tâche importante à accomplir. Ce que nous avons entendu à ce 2^e Congrès F.O. nous prouve qu'il y a un travail urgent à faire dans tous les syndicats.

HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE par J. MAITRON

Ce remarquable ouvrage de 1.024 pages a valu à son auteur en mai 1950, le titre de docteur ès lettres avec mention très honorable, par un jury où figuraient : MM. Renouvin, Bourgin, Dolléans, Labrousse et Tapié, tous spécialistes des questions sociales ou historiques.

En voici le sommaire :

- 1^{re} Partie : Naissance du mouvement.
- 2^e Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1880 à 1894 (fin de la « propagande par le fait »).
- 3^e Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1894 à 1914.
- 4^e Partie : La Philosophie de l'anarchie et le point de vue marxiste.
- Annexes : Documents inédits.
- Bibliographie : (200 pages).
- Documents d'archives.
- Périodiques.
- Brochures et livres.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951.

Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 francs à la parution.

Après parution le prix sera porté à 1.250 francs.

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.C.P. (Etienne Guillemain, 145, quai de Valmy, Paris-10^e, C.C.P. 5072-44.)

Partout où des militants combattifs se dépensent, les travailleurs prennent conscience de leurs possibilités. Des représentants de syndicats ont exposé à la tribune les nécessités de la gestion ouvrière. Quand de telles idées germent à la base d'une société décadente, celle-ci commence à être ébranlée.

Contre les états-majors sclérosés, empêtrés dans la légalité, nous devons faire confiance à la faculté d'auto-organisation des travailleurs et promouvoir un syndicalisme indépendant des partis et de l'Etat. Les minoritaires à ce Congrès nous ont donné la preuve qu'il existe encore des organismes sains à la base. Les syndicalistes révolutionnaires doivent en tenir compte. Et c'est dans la mesure où nous serons présents dans ces organismes de base que nous parviendrons à insuffler à tous les échelons la volonté de lutter à la fois contre le patronat et contre l'Etat.

Et, comme disait Jouhaux dans un discours à Bruxelles en 1911 :

« La lutte, nous ne la menons pas en déléguant dans les assemblées délibérantes des représentants. Nous la menons dans nos organisations, en élevant le niveau moral des travailleurs, en créant une conscience de classe... Le jour où cette conscience s'épanouira complètement, l'autorité de l'Etat sera réduite à zéro. C'est à ce but que nous visons. »

(Commission syndicale.)

N.B. — Dans notre prochain numéro, nous donnerons des précisions sur les positions des camarades minoritaires.

IDÉOLOGIE BUREAUCRATIQUE ET GESTION OUVRIÈRE

L'HISTOIRE des luttes sociales à notre époque devient de plus en plus celle de l'antagonisme du prolétariat et des bureaucraties. Le développement et la concentration des forces productives, considérablement réalisées par la bourgeoisie classique sous le signe du « libéralisme », se poursuivent sous la domination bureaucratique dans une atmosphère de planification et de dirigisme autoritaire.

Travailleuse, stalinienne, « Trumanienne », la bureaucratie surgit de partout, du sein de la bourgeoisie classique qu'elle abandonne comme les rats quittent un navire qui coule, ainsi que du sein des couches ouvrières qu'elle renie. Tel leader « syndicaliste » y cotoie tel capitaliste ex-privé ; c'est la promotion de l'arriération. Politiques et techniciens s'y fondent parce que l'Etat et les rouages directeurs de la nouvelle économie fusionnent de plus en plus. Mais la séparation du travail et du capital, l'expropriation des couches prolétariennes demeurent comme un caractère permanent du régime, ce qu'ils avaient été sous le règne de la bourgeoisie. Par là, le régime de la bureaucratie n'est pas autre chose que le dernier visage du capitalisme : le capitalisme bureaucratique. En fait, c'est seulement après la fin de la séparation du capital et du travail, après une authentique gestion ouvrière, que le capitalisme aura vécu. Contre la bureaucratie, la Révolution reste à faire dans son intégralité, comme elle reste à faire contre la bourgeoisie sclérosée et en voie de bureaucratisation.

Quelle est donc l'idéologie de la Bureaucratie ? Contrairement à la bourgeoisie, libérale et « démocratique », nous sa période d'optimisme, la bu-

reaucratie en tant que telle n'a pas d'idéologie, ou plutôt elle en a trop. Elle les voit partout où elle en trouve, dans les poubelles réactionnaires comme dans le catalogue des aspirations ouvrières. Elle accomplit une étrange mixture théorique de « Socialisme » et d'Antisémitisme, de « Volonté populaire » et de mystique du chef, de rouge et de blanc, d'Eglise et d'athéisme, de race supérieure et d'égalité humaine. Elle fait régner le terrorisme d'Etat au nom de la « Démocratie » ou de la « libre entreprise », elle exploite le travail au nom de « l'émancipation du travail ». Elle se fait tout à tour douceuse, hypocrite, brutale, sanglante, menteuse, prudente, aventureuse. Elle est la démagogie faite classe sociale.

La bureaucratie croyait être le Peuple qu'elle exploitait, la liberté qu'elle opprimait, l'égalité qu'elle supprimait, la fraternité qu'elle noyait dans le sang. La bourgeoisie croyait en ses propres mensonges. La bureaucratie n'y croit même pas. Elle dirige, elle dirige, elle dirige la négation de toute culture. Elle n'a pas d'idéal personnel, mis à part celui de jouir et d'être puissante. Elle est la brèche par laquelle la barbarie s'introduit dans la civilisation. Et elle ment, elle ment sans cesse et tout en le sachant. Cette nouvelle « culture » se nomme « Propagande ».

Rendons cette justice : la bourgeoisie tentait d'être « objective » à sa manière. Elle était tellement sûre de porter en elle des vérités éternelles, politiques et économiques, qu'elle desservait la vis de la liberté d'expression entre les périodes de répression policière. C'est ce qu'elle nommait « liberté de conscience ». Mais la bureaucratie, elle, est si peu sûre de ses « vérités » qu'elle ne peut pas tolérer qu'on les examine. Toute ligne écrite, toute parole prononcée sont une affaire d'Etat, une question de vie ou de mort pour quiconque a écrit ou parlé. La délation devient un service public, et il convient de moucharder avant d'être mouchardé soi-même. La « Vérité » a définitivement cessé d'être une analyse du réel, pour devenir un sous-produit de la propagande d'Etat.

Il y a par ailleurs limites à la liquidation de la culture que perpétue la Bureaucratie, que celles qu'impose à la bureaucratie la nécessité d'avoir des travailleurs assez éduqués pour faire marcher les moyens de production. Elle se trouve coincée entre la nécessité technique d'instruire ses esclaves, et la nécessité politique de les abrutir.

Il en sera ainsi, tant que la Bureaucratie n'aura pas réalisé l'unification du monde à laquelle elle aspire. Dès aujourd'hui, il n'y a plus, en gros, que deux blocs politiques et économiques : celui qui gravite autour de la Russie bureaucratique, et celui qui gravite autour des U.S.A. en voie de bureaucratisation. Toute l'histoire des dernières années a montré avec évidence combien l'existence de chacun de ces impérialismes est incompatible avec l'existence de l'autre. C'est pourquoi l'économie de guerre, la guerre elle-même, sont devenues le signe fatal sous lequel se placent les économies des deux blocs. La guerre est devenue la force motrice du progrès technique, et de plus en plus sera sa seule force motrice, depuis que le stimulant de la concurrence disparaît devant la planification bureaucratique. Au terme de l'évolution ac-

tuelle, il est prévisible que l'unification des forces productives mondiales se fera sous le signe de la bureaucratie victorieuse dans le prochain conflit. Cette unification signifiera, avec la fin de l'économie de guerre, la fin du stalinisme bureaucratique pour le développement des forces productives et la régression de l'économie mondiale au milieu des pires convulsions.

Cette régression aura fatalement lieu si, d'ici là, une révolution prolétarienne ne sera accomplie, c'est-à-dire l'appropriation des moyens de production par la bourgeoisie et la bureaucratie, n'est pas intervenue. Et cette régression sera aussi la régression de la culture et sa disparition, non seulement parce que les phénomènes idéologiques sont étroitement solidaires des phénomènes économiques, mais aussi parce que la décadence du système productif transformera le semi-esclavage du prolétariat en esclavage tout court. L'effondrement du machinisme moderne rendra superflue l'éducation technique des travailleurs, tandis que les impériaux politiques de l'abrutissement joueront à plein. Avec la culture des masses s'en iront les dernières chances du socialisme.

Voilà donc ce que cachent les « idéologies » d'emprunt de la classe bureaucratique : les promesses du déclin de la civilisation humaine tout entière, sous toutes ses formes. Ceux qui prétendent gérer la société AU NOM du peuple, du prolétariat, d'une justice sociale ou nationale, ne sont que des liquidateurs en puissance de l'émancipation humaine. Par là, la bureaucratie, contre celle qui a réussi à asseoir pleinement sa domination politico-économique comme contre celle qui naît spontanément du sein des syndicats, des partis politiques, des anciennes couches dirigeantes, se combat-elle se confond avec le prolétariat, la culture et pour la civilisation. LA REVENDICATION DE LA GESTION OUVRIÈRE DIRECTE S'IDENTIFIE AVEC LA REVENDICATION DU PROGRÈS INTELLECTUEL DE L'HUMANITÉ.

Les intellectuels doivent prendre conscience de cette identité. Ils ont le choix entre la complicité avec la bureaucratie qui les appelle sans cesse dans ses rangs pour lui fournir des justifications « théoriques » de façade, et le soutien de la véritable Révolution gestionnaire du prolétariat. Les intellectuels ont le choix entre l'assassinat de la culture et la sauvegarde de la culture par un authentique Socialisme.

Et il n'y a là, ni de demi-mesure, ni d'échappatoire possibles. Quiconque ne combat pas pour la gestion ouvrière directe combat pour l'autre « solution » : la Bureaucratie. Quiconque nie l'existence du danger bureaucratique (comme les « marxistes » prétendent indépendamment de la « Revue Internationale », ou comme les trotskystes) combat pour la Bureaucratie, et est lui-même, plus ou moins consciemment, un aspirant bureaucrate. La politique de l'autruche est une politique de trahison. A l'heure où les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, même dans les pays encore « démocratiques », commencent à traverser les syndicats et « leurs » partis à faire l'expérience du danger bureaucratique, et à le dénoncer avec force, il serait inadmissible que les analyses profondes et doctes d'intellectuels se disant révolutionnaires n'y voient rien du tout. Car les meninges sont bien souvent une affaire de courage.

R. M.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Le scandale des « 44 heures »

Le Leap préconise les « grands travaux »

La C.G.T., par la voix de son secrétaire Le Leap exige le maintien de la tarification actuelle, à savoir de 40 à 48 heures, majoration de 25 %, au delà de 48 heures, majoration de 50 %.

En acceptant les heures supplémentaires, alors même qu'il fait remarquer l'existence en France de 600.000 chômeurs, Le Leap donne le moyen au patronat de maintenir le chômage puisque ce dernier a recours aux heures supplémentaires pour éviter l'embauche, et par l'embauche pour éviter les allocations familiales, la sécurité sociale, les charges fiscales. D'autre part, Le Leap préconise la reprise immédiate des grands travaux d'équipement. Ce n'est pas là une revendication nouvelle et ces grands travaux n'ont jamais pu être réalisés, quoique ce ne soit peut-être pas la pensée de Le Leap dans le climat de guerre actuel qu'à faire des routes stratégiques, des casernes ou des usines de guerre souterraines. Faut-il rappeler à Monsieur Le Leap que l'économie *naturelle* de l'Etat est l'économie de guerre ?

Ce que « pense » la C. F. T. C.

La C.F.T.C., par la voix de Bouladoux, a une position plus onctueuse. On sent la formation chrétienne qui veut ménager la chèvre et le chou et aussi l'encyclique papale « Rerum Novarum ».

Tout d'abord, la C.F.T.C. précise qu'elle ne saurait abandonner la semaine de 40 heures.

Après avoir remarqué le chômage partiel, la centrale chrétienne considère, selon les principes de l'économie classique, que la production française est nécessaire dans la mesure des débouchés solvables, évidemment.

POUR une fois, les Centrales syndicales ont fait l'unanimité contre les 44 heures tarifées d'après les 40 heures. Il ne manquait plus que la Centrale patronale au tableau, pour parler d'une union sacrée syndicale au bénéfice du prolétariat.

bouchés. Débouchés solvables, évidemment. Les 55 % de travailleurs qui gagnent moins de 15.000 fr. par mois n'attendent que l'augmentation de leur pouvoir d'achat et la baisse des prix, mesures qui peuvent être conjuguées, pour ouvrir des débouchés supplémentaires à l'industrie et à l'agriculture.

Par ailleurs la C.F.T.C. ne s'oppose pas à l'allongement de la durée de travail lorsque le besoin s'en fait sentir, « pourvu que la législation sur le paiement des heures supplémentaires soit respectée ».

Ce peut-il qu'il échappe à Monsieur Bouladoux que l'allongement de la durée de travail est un surcroît de travail, en réalité non payé, escroqué à l'ouvrier ? Ce peut-il que Bouladoux ait oublié que l'Etat et le patronat ont le monopole de la formation des prix. Ce qui est donné au travailleur, est par conséquent repris au consommateur, à l'usager, au contribuable ouvrier qui ne peut rien dissimuler ?

Pourtant en remarquant que « ce n'est pas aux salariés à financer le réarmement », Bouladoux donne à entendre qu'il a compris que l'opération esquissée par l'Etat et le patronat : allongement des heures de travail, baisse des salaires, a pour but de transférer des capitaux frais et des hommes dans les usines de guerre.

L'allongement des heures de travail « lorsque le besoin s'en fait sentir » que préconise Bouladoux aboutit à la fréquence des accidents de travail, à la négligence des mesures de sécurité, à la détérioration des fabrications, à l'abrutissement de l'ouvrier qui porte un coup à sa combativité.

L'allongement de la durée du travail, Monsieur Bouladoux (pourquoi vous le rappeler ?) augmente le chômage dans les fabrications civiles et

augmente les effectifs dans les industries de guerre, dans les formations de militaires et de C.I.S.

Vous invoquez des mesures contre les fraudeurs fiscaux. La fraude fiscale est inhérente au patronat comme la fausse monnaie l'est à l'Etat. En effet, les travailleurs paient intégralement leurs impôts, le patronat se charge de cette opération tandis qu'il peut dissimuler ses fraudes dans des achats de pièces d'or, de monnaies étrangères, placements plus discrets que des excès d'investissements, vis-à-vis des contrôleurs des finances.

Lafond l'euro-péen

Lafond de la C.G.T.-F.O. a déconvoqué tout l'y a « pas de défense nationale sans justice sociale ». Il est partisan de la fameuse théorie « du beurre et des canons ».

La formule « du beurre ou des canons » nous semble plus honnête. Car même si des pays à l'agriculture prospère peuvent garantir un minimum de nourriture en fabriquant des canons, il en serait tout autrement en cas de conflit.

La défense nationale et la justice sociale est une contradiction inconciliable.

Les armements ne sont possibles, d'après un plan de guerre, qu'avec des transferts de capitaux des fabrications civiles aux fabrications d'armement.

Les fabrications civiles partiellement abandonnées, c'est la rareté des vêtements, de l'appareillage électrique, des meubles, c'est la viande, les céréales, le cuir stockés dans une large part, d'où hausse des prix, d'où injustice sociale.

Lafond estime « que jamais les travailleurs n'ont refusé lorsque la question de production ou de productivité était en cause d'aller au delà de la semaine légale de 40 heures ». Mais il reconnaît que les travailleurs ne font pas des heures supplémentaires par patriotisme ou par la persuasion des bergers syndicaux, mais grâce à la misère qui les jette dans l'engrenage de la productivité et pour être assuré, tout juste, d'une vie ordinaire.

L'augmentation de la productivité est un problème de mécanisation du travail et d'amélioration des conditions d'existence des travailleurs.

Or, les améliorations des conditions d'existence dans l'esprit de Monsieur Lafond doivent venir après la productivité, alors que la productivité n'est possible qu'en modifiant le transfert du revenu national et la distribution de la production sociale CIVILE.

C. G. C. et hiérarchie

Malterre, de la C.G.C., estime que 3 moyens s'offrent à l'Etat pour accroître la production des biens.

- 1^{er} Augmenter les heures de travail.
- 2^e Moderniser l'outilage.
- 3^e Productivité.

Malterre remarque que supprimer la majoration pour heures supplémentaires de 40 à 44 heures, à savoir, diminuer les salaires, amènerait des réactions ouvrières qui feraient tomber encore davantage la productivité.

La C.G.C. déclare que même avec l'outilage existant il est possible d'accroître la productivité et elle fait état des méthodes industrielles d'Outre Atlantique.

Le meilleur rendement préconisé par la C.G.C. est en fait l'adaptation des méthodes américaines au problème économique français sans tenir compte de l'insuffisance de charbon, d'énergie, de l'économie française. Les méthodes d'organisation du travail dont parlent les rapports américains ne vont pas à alléger l'effort mais à épuiser l'ouvrier scientifiquement.

P. M. E.

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises déclare réserver son attitude quant au projet fixant

à 44 heures la durée du travail. Mais dit-elle, les entreprises ayant une capacité de production supérieure peuvent demander « les autorisations nécessaires ».

Les petites et moyennes entreprises soulignent que le développement de productivité et l'accroissement du pouvoir d'achat seront possibles qu'à la condition que la production soit allégée de toutes sortes de charges qui pèsent sur elle. Pourtant, non seulement ces charges ne seront pas allégées, mais il est question de les alourdir. L'Etat a besoin de milliards, les engins de guerre moderne coûtent cher.

Pour conclure :

Ce que veulent les syndicats officiels, c'est en fait directement ou indirectement, avec des formules apparemment revendicatives ou constructives, que la préparation méticuleuse et le respect lamentable des étapes qui mènent à la guerre, c'est-à-dire la trahison consciente et subtile de la classe ouvrière et de toutes les valeurs auxquelles elle est attachée.

Faut-il défendre la productivité ? La productivité en régime capitaliste, en régime étatique n'est en fait que la note payée par les travailleurs, de toutes les fantaisies de l'Etat et du capitalisme avec son terme *naturel* : la guerre.

La productivité ne peut être valable qu'à partir du moment où les travailleurs ont pris en main les instruments de production et où ils doivent sentir un effort considérable, sans égard même à la durée du travail au début pour relever toutes les ruines accumulées par le régime capitaliste, malthusien, en ce qui concerne la consommation civile.

Dans l'immédiat, quelles seront nos revendications ? 40 heures ? D'accord. Parce qu'on ne peut pas faire autrement pour l'instant. Mais 40 HEURES REELLES PAYÉES POUR 48 HEURES et non les 44 heures garanties par la loi des 40 heures dont les syndicats passés en revue demandent l'application.

Augmentation des salaires ? D'accord, mais protégée par l'échelle mobile, c'est-à-dire l'inflation, nous dira Frachon ? Pourtant c'est la méthode appliquée par les députés et les conseillers d'Etat pour leurs « salaires ». Elle doit être bonne.

Et comment l'obtiendrons-nous ?

Par la grève gestionnaire !

Pourquoi la grève gestionnaire ? Parce que la grève des bras croisés est une arme rouillée : les travailleurs italiens en faisant la grève des bras croisés, en stoppant la production, en vivant sur les réserves du capitalisme, ont permis au fascisme d'accéder au pouvoir avec une doctrine de « production » et d'« ordre ».

Les travailleurs tirant les leçons de l'expérience, étant donné l'interpénétration du capitalisme et de l'Etat, ce dernier voulant de plus en plus se donner un visage social et représentatif de la collectivité, les travailleurs se rendant compte que les augmentations de salaires sont payées par le consommateur, l'usager, le contribuable et il est le principal de tous ceux-là à la fois, comprennent de plus en plus que les méthodes syndicales d'aujourd'hui, adaptées aux circonstances nouvelles et, en conséquence, seule la grève gestionnaire qui consiste en la prise en charge directe par les producteurs manuels et intellectuels de l'organisation de l'entreprise peut résoudre le grand problème de la satisfaction des besoins.

La gestion effectuée sur la base de la nomination des plus compétents par les travailleurs rompus avec l'autorité hiérarchique et jalouse du patronat. La grève gestionnaire seule peut donner véritablement satisfaction aux travailleurs en mettant l'économie au service de leurs besoins.

De ce fait, le marché n'est plus dominé par des considérations postales, c'est déjà trop mais que tu en abuses pour la propagande et la publicité de ton journal, cela représente une escroquerie, contre laquelle nous protestons.

Tout cela pour nous assurer que tu feras « reculer » la guerre. Nous avons donc parfaitement raison de déclarer nos idées les institutions dont toi et tes semblables hurlez si fort la nécessité. Aussi, nous ne manquerons pas de montrer une fois de plus, que le peuple doit se gouverner lui-même.

LE GROUPE DE NICE.

A NICE

Denier du culte stalinien

On aura décidément tout vu. Jusque-là, la mendicité au porte à porte était l'exclusivité des curés. Nous avons tous eu l'occasion de les mettre dehors, et certains camarades égarés dans le labyrinthe stalinien pratiquaient jadis de même. Cette façon de procéder est restée dans les coutumes des hommes vêtus de noir, et il n'est pas rare de les voir forcer une porte lorsqu'ils savent qu'aucune présence masculine ne les dérangera dans leur besogne.

Virgile Baré, ex-instituteur ayant trouvé sa voie dans le parlementarisme, vient d'innover un procédé qui, s'il n'a pas l'inconvénient de l'exposer aux coups de pied au c... de certains mécontents, a l'avantage de ne rien coûter... à Monsieur Baré.

Dans le style « Maison », le député des Alpes-Maritimes nous rappelle que *Le Patriote* mène une campagne électorale et très documentée contre les préparatifs de guerre. Qu'il ne faut pas laisser le champ libre à la propagande belliste et fasciste. Avec du « Chers Amis » il en vient à la souscription en nous assurant qu'il serait « très honoré de la recevoir lui-même par le chèque postal joint ». Il garantit le secret « Veuillez indiquer sous quel nom, pseudonyme ou formule vous désirez que votre versement soit publié ». Insistant même sur la pos-

sibilité de venir encaisser à domicile la participation.

En conclusion, Virgile nous exprime sa conviction (il y aurait donc un député qui en aurait une ?) que nous « ferons reculer la guerre si tous les hommes de bonne volonté savent s'unir ». Non ! Non ! Baré, nous ne voulons pas faire reculer la guerre, mais la faire disparaître en abattant le régime d'exploitation et d'autorité qui permet aux pantins de ton espèce, de se payer la tête du pauvre monde. Pour supprimer la guerre, il faut des révolutionnaires, et nous n'avons rien à faire des charlatans politiques.

Non ! Baré, nous n'acceptons pas que tu utilises le papier, les enveloppes et les timbres de l'Assemblée Nationale, que nous payons de notre sueur, pour le moquer de nous. Ce privilège postal, c'est déjà trop mais que tu en abuses pour la propagande et la publicité de ton journal, cela représente une escroquerie, contre laquelle nous protestons.

Tout cela pour nous assurer que tu feras « reculer » la guerre. Nous avons donc parfaitement raison de déclarer nos idées les institutions dont toi et tes semblables hurlez si fort la nécessité. Aussi, nous ne manquerons pas de montrer une fois de plus, que le peuple doit se gouverner lui-même.

LE GROUPE DE NICE.